



Industrie-Santé-Environnement : le SPPPI apporte ses « Réponses »

Écrit par [Jean-Christophe BARLA](#) Publié dans [Territoire](#)

La concertation « Réponses » sur la qualité de l'air et la réduction des impacts sur la santé et l'environnement s'est achevée le 12 décembre par une réunion publique à Martigues. Avec un plan ambitieux pour le pourtour de l'étang de Berre et le Golfe de Fos.

Pour les habitués des rencontres publiques sur les questions d'industrie, de santé et d'environnement autour de l'étang de Berre et de la zone industrielle de Fos, la réunion du 12 décembre restera comme un exemple d'échanges apaisés et constructifs. Le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) restituait les résultats de la concertation « Réponses » initiée fin 2018 et conduite sur le terrain depuis juin 2019. Les représentants des différents collèges (Etat, Industrie, Salariés, Associations, Experts...) ont pu s'exprimer, la salle également. Sans jamais élever la voix. Au point que le « grand témoin » Denis Bard, administrateur de la Société Francophone de Santé Environnement, a affirmé n'avoir jamais vu, sur ces sujets sensibles, une telle sérénité. « La défiance a été dépassée. J'ai perçu beaucoup de bonne volonté » a-t-il dit. « Réponses » a-t-elle aidé à restaurer le dialogue entre pouvoirs publics, industriels, associations, citoyens ? Les cinq heures d'échanges, par petits ateliers puis en plénière dans la villa Khariessa à Martigues, les engagements des uns et des autres pour s'emparer des préoccupations exprimées laissent espérer que oui. « 120 attentes ont été recueillies dans une première phase, à partir de 600 contributions, puis regroupées en six thématiques dans une deuxième phase, et retravaillées pour définir le plan d'actions. La plate-forme web www.dispositif-reponses.org recense toute la démarche et les projets déjà lancés ou à mener. C'est un début. Ce plan sera suivi en 2020 » confie Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du SPPPI.

Des emplois et de la santé

Les industriels apporteront leur part à l'amélioration de l'information des populations, en continu et en temps réel lors d'événements liés à l'exploitation de leurs usines (incidents, épisodes de torche...) avec « Allo Industrie », dans la réduction des émissions des composés organiques volatils (COV), dans la connaissance sur le cumul des émissions dans l'air... « Nous avons, par le passé, réalisé sans doute les actions les plus faciles, même si elles n'ont pas toujours été connues. Aujourd'hui, nous recherchons des substances dont la présence dans l'air est infinitésimale. C'est beaucoup plus compliqué. Mais l'enjeu est de réussir à transformer l'industrie vers un modèle adapté sur les plans économique et environnemental » explique Marc Bayard, président d'Environnement Industrie. Les services de l'Etat (DREAL) et Atmosud vont s'employer à mieux surveiller, mesurer et contrôler les émissions, en particulier sur les substances les plus nuisibles pour la santé. « L'Etat détient des leviers d'action mais pas tous, souligne Alexandre Lion, au nom de la DREAL. Peu de gens savent que nous réalisons 200 inspections par an sur le territoire. Avec « Réponses », des barrières sont tombées, nous allons vers un travail plus collectif et coordonné. Des actions sont déjà menées pour réduire les COV. Nous en évaluerons l'impact ». La consultation du risque sur les pathologies professionnelles

et environnementales a été instaurée au 1^{er} septembre avec l'hôpital de Martigues sur le centre médical de Port-de-Bouc. Elle doit permettre de réaliser un diagnostic physio-pathologique afin d'explorer les causalités probables de la maladie avec une exposition professionnelle et environnementale. L'Observatoire départemental des cancers en lien avec l'environnement est mis sur les rails pour établir un cahier des charges en 2020 et être opérationnel en 2021.

Vigilance et pédagogie

Tous les acteurs impliqués admettent qu'ils devront adapter leur communication. « Nous apportons des données objectives mais nous devons encore progresser pour les rendre compréhensibles de tous » admet Sébastien Mathiot (Atmosud). Les associations parties prenantes de « Réponses » (ADPLGF, Fare Sud, Eco-Relais) promettent d'y veiller. Même l'Etat reconnaît que la manière d'aborder les futures réglementations, l'information du public ou la surveillance des pollutions sortira transformée de cette concertation. Pour Jean-Marc Sénateur, sous-préfet d'Istres, « Jusqu'à maintenant, la démarche était toujours un peu descendante. « Réponses » a permis de capter les remontées des attentes de la population. Sa poursuite continuera d'alimenter l'action publique des services de l'Etat et des collectivités et l'action privée des industriels, des transporteurs... Nos interventions en bénéficieront ».

Jean-Christophe Barla

photo JC Barla: Plus de 200 personnes ont pris part à la restitution des résultats de la concertation « Réponses » menée sur 21 communes.